



PREFET DU RHONE

Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le 18 OCT. 2013

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Ghislaine BENSEMHOUN  
☎ : 04 72 61 37 81  
✉ : ghislaine.bensemhoun@rhone.gouv.fr

**ARRETE**  
**modifiant l'arrêté du 23 juin 2010**  
**mettant en demeure Maître BAULAND,**  
**administrateur judiciaire de la société MAZZA B.T.P.,**  
**de procéder à la mise à l'arrêt définitif**  
**de la carrière de VALSONNE**

*Le Préfet de la Zone de Défense et de  
Sécurité Sud-Est  
Préfet de la Région Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'Honneur,*

- VU le code de l'environnement, notamment les articles L 512-19, L 512-6-1 et R 512-39-1 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 8 avril 1999 autorisant la société MAZZA B.T.P. à poursuivre l'exploitation d'une carrière située lieu-dit "Bédina" à VALSONNE ;
- VU le jugement en date du 4 novembre 2004 par lequel le Tribunal de Commerce de Lyon a prononcé le redressement judiciaire de la société MAZZA B.T.P. et désigné Maître BAULAND en qualité d'administrateur judiciaire ;
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 12 novembre 2008 prescrivant à Maître BAULAND, administrateur judiciaire de la société MAZZA B.T.P., la réalisation de travaux en vue de la mise en sécurité du site de la carrière de VALSONNE ;
- VU l'arrêté préfectoral du 23 juin 2010 mettant en demeure Maître BAULAND, administrateur judiciaire de la société MAZZA B.T.P., de procéder à la mise à l'arrêt définitif de la carrière de VALSONNE en effectuant la remise en état du site ;
- VU le rapport en date du 29 juillet 2013 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

../..

CONSIDERANT que l'arrêté préfectoral du 23 juin 2010 précité a mis en demeure Maître BAULAND, administrateur judiciaire de la société MAZZA B.T.P. de procéder à la mise à l'arrêt définitif de la carrière de VALSONNE en effectuant, notamment, pour la remise en état du site, la sécurisation du front dans sa partie instable par apport de matériaux, en purgeant au préalable le front instable si cela s'avère nécessaire pour assurer la sécurité du personnel durant les travaux ;

CONSIDERANT que la société G.M.R.T., rachetée en 2013 par la société SOGRAP, s'est engagée, dans le cadre de l'acquisition de la carrière de VALSONNE, à assurer la remise en état du site, dans l'attente d'une décision sur la demande d'autorisation présentée en juin 2013 ;

CONSIDERANT que l'étude géotechnique d'analyse géologique et structurale du front de la carrière, produite par le repreneur du site, a fait apparaître que le remblaiement prescrit n'était pas nécessaire, du fait de la faible instabilité résiduelle du front de la carrière et, que, de plus, cette mesure pourrait nuire aux intérêts faunistiques du site, avec le dérangement et la destruction de l'habitat du hibou grand duc, espèce protégée ;

CONSIDERANT, en outre, que la société SOGRAP s'est engagée dans son dossier de cessation d'activités, à mettre en place un suivi annuel de la stabilité des fronts, jusqu'à l'obtention d'une éventuelle autorisation ;

CONSIDERANT, par ailleurs, que le suivi de la biodiversité sur le site, sera assuré par la Ligue pour la Protection des Oiseaux - LPO - durant toute la durée d'instruction du dossier de demande d'autorisation présenté par la société SOGRAP ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, que la sécurisation du site par remblaiement ne se justifie plus et qu'il y a donc lieu de modifier les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 juin 2010 précité ;

SUR la proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

## ARRÊTE :

### ARTICLE 1er :

Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté de mise en demeure du 23 juin 2010 susvisé sont supprimées et remplacées par les suivantes :

../..

« Maître BAULAND, administrateur judiciaire de la société MAZZA BTP, est mis en demeure de procéder, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, à la mise à l'arrêt définitif de la carrière de VALSONNE en effectuant la remise en état du site, à savoir :

- l'enlèvement des installations de traitement et autres installations artificielles présentes sur le carreau de la carrière,
- la sécurisation du front dans sa partie instable en purgeant au préalable le front instable si cela s'avère nécessaire, pour assurer la sécurité du personnel durant les travaux.

A cet effet, l'administrateur judiciaire pourra, s'il le juge nécessaire, prendre attache avec un organisme compétent afin de réaliser une étude de mise en sécurité du front par purge afin de sécuriser l'intervention du personnel lors des travaux de remblaiement ainsi qu'une étude de remise en état du front de carrière existant dans sa partie instable, tenant compte de la présence du hibou grand duc. »

### ARTICLE 3 :

Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

A peine d'irrecevabilité, la requête devant le tribunal administratif devra être accompagnée d'un timbre fiscal de 35 euros.

**ARTICLE 4 :** La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet de Villefranche-sur-Saône la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de VALSONNE,
- à Maître BAULAND, administrateur judiciaire de la société MAZZA B.T.P. et à la société SOGRAP.

Lyon, le 18 OCT. 2013

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale,



Isabelle DAVID

